

DOSSIER EURO-MEDITERRANEE



# « La Méditerranée est une caisse de résonance »

**Interview** Sébastien Abis, administrateur au secrétariat général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes et analyste politique sur les questions méditerranéennes.

**Il y a un peu plus d'un an débutait le Printemps arabe. Comment expliquer ces révoltes ?**

Par delà l'aspiration aux changements politiques, le Printemps arabe prend ses racines dans des revendications économiques et sociales. Il s'impose comme une véritable rupture et ouvre une période nouvelle dont il serait bien difficile d'annoncer la durée. D'ailleurs, l'expression de printemps arabe est maladroite. Parlons de tournants géopolitiques dans la région, de révoltes populaires dans plusieurs pays et de transitions sociales profondes qui s'expriment. Plus de « justice » et plus d'« équité » ont été réclamées dans le champ politique, social, économique.

La croissance de ces pays était bonne. Cependant, la création de richesses ne profitaient pas toujours aux populations et à l'ensemble des territoires. Cette croissance n'était exclusive ni sur le plan social, ni sur le plan territorial. Cette frustration a été stimulée par un contexte économique dégradé au niveau global et à un renchérissement du coût de la vie. L'augmentation des prix alimentaires fait partie des difficultés supplémentaires auxquelles la majorité des ménages moyens a dû faire face. En Egypte, l'inflation des prix alimentaires s'est élevée à 37 % pour la période 2008-2010. C'est considérable. A cela s'ajoute bien entendu le problème de l'emploi. Une population encore jeune, plus diplômée, mais bien souvent inactive faute de débouchés professionnels suffisants. Rappelons qu'il faut créer environ 15 millions d'emplois dans les

Analyste politique, Sébastien Abis est spécialisé sur les enjeux stratégiques de l'espace euro-méditerranéen, de l'agriculture et de l'alimentation. Il est actuellement administrateur au secrétariat général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes et collabore avec plusieurs centres de recherches scientifiques et de réflexions prospectives. Il vient de publier deux ouvrages : « Agriculture et alimentation des champs géopolitiques de confrontations » (Cahier n°13 du Club Déméter, Paris, février 2012) et « La diète méditerranéenne pour un développement régional durable » (Edition 2012 de Medterra, CIHEAM/Les Presses de Sciences-Po, Paris, mars 2012).



pays arabes méditerranéens d'ici à 2020 pour absorber l'arrivée des nouvelles générations sur le marché du travail. C'est a priori impossible et nous sommes donc dans un contexte socio-économique doublement contraignant : la vie chère qui prospère et les opportunités d'emploi qui ne suffisent pas.

**Que dire désormais sur ces révoltes et sur ce tournant géopolitique ?**

Je suis mal à l'aise pour tirer des conclusions car le mouvement est en cours. On est au début d'une longue période de transition. Celle-ci ne sera d'ailleurs ni linéaire ni similaire selon les pays. Il faut insister sur l'hétérogénéité de ces révoltes et donc sur cette différence croissante entre les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Aucune trajectoire ne se ressemblera même si le terreau de la contestation et les facteurs de tensions traversent la région. A ce titre, la Tunisie, c'est le pays laboratoire, celui qui a enclenché le mouve-

ment et celui qui pour le moment est le seul à avoir véritablement orchestré une révolution pleine et entière. Des élections libres ont été tenues en octobre 2011. Il faut saluer cet événement porteur d'espoirs pour la démocratisation de la région, et ne pas redouter le résultat sorti des urnes. Laissons du temps au temps et n'oublions jamais que n'importe quel gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, est soumis aux critiques de l'opinion publique. Les revendications sont telles en Tunisie que tout est possible. Pour le meilleur et pour le pire, car je tiens à souligner que le climat socio-économique dans ce pays n'est pas meilleur en 2012 qu'il ne l'était fin 2010. Le cas de l'Egypte est tout autre et nous verrons bien comment les mois à venir permettront ou non de basculer dans une nouvelle ère politique et institutionnelle dans ce pays, qui, pour l'heure, demeure sous

le contrôle de l'armée. En Libye, le chaos reste la règle et le risque de fragmentation territoriale bien réelle. En Syrie, c'est l'enlèvement, et le conflit pourrait virer à la guerre civile. C'est très complexe et la position de la communauté internationale est divisée. De ces dynamiques, ressortent deux tendances : l'émergence de l'Islam politique avec plusieurs gouvernements qui sont arrivés au pouvoir en 2011 en étant dominés par les partis islamistes, y compris au Maroc ; le réveil des communautarismes et la problématique des minorités dans des pays dont on ne rappellera jamais assez la diversité culturelle et culturelle, notamment au Proche-Orient.

**Pourquoi l'Europe et, par conséquence, l'UPM\* sont-elles si discrètes dans la zone EuroMed ?**

Nous devons arrêter de croire que l'Occident et l'Europe ont

une relation privilégiée et inamovible avec les pays du sud, car il y a les Etats-Unis mais aussi les pays émergents. Si la Méditerranée n'est plus le cœur économique du monde, tout le monde est en Méditerranée pour des questions de géopolitique : c'est une caisse de résonance. S'agissant de l'Union pour la Méditerranée et du processus de Barcelone, je suis sceptique sur les moyens que l'Europe peut encore mettre en œuvre en faveur de l'espace méditerranéen. Depuis 1995, le monde a changé et la Méditerranée aussi. Sans que les tensions et les conflits dans cet espace ne soient atténués, bien au contraire. Par ailleurs, en Europe, outre l'absence d'une véritable politique étrangère qui ne s'est pas dessinée ces dernières années, nous avons une crise du projet politique et de fortes secousses sur le plan économique. Tout porte à croire que l'objectif des pays européens ne sera pas de renforcer leurs relations avec leurs voisins, mais bien de sauver l'Europe et de préserver la construction européenne. A ce sujet, je pense que sans Europe forte, il est illusoire de croire à l'approfondissement des relations euro-méditerranéennes. Le scénario le plus probable, c'est l'atomisation de l'espace méditerranéen, la bilatéralisation des relations et l'accent mis sur la gestion des risques en termes de coopération. Risques migratoires, terroristes ou écologiques.

**Beaucoup pensent que la question de sécurité alimentaire n'est pas suffisamment traitée. Est-ce vrai ?**

Ce n'est pas normal que la question agroalimentaire n'ait pas été prise en compte dans le cadre des relations euro-méditerranéennes. On l'a cantonnée à des questions de commerce le plus souvent. Or c'est un domaine intersectoriel qui touche à beaucoup d'aspects concrets dans le quotidien des populations et dans la vie économique de ces

pays. On devrait donc accroître la coopération sur ces questions, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique, le développement rural, la construction de filières agricoles performantes (ce qui veut dire aussi investir sur la logistique, sur la sécurité des produits au niveau sanitaire) et l'éducation alimentaire. On peut libéraliser le commerce agricole euro-méditerranéen, mais cela ne sera favorable au plus grand nombre que si l'approche commerciale se double de véritables politiques sociales, environnementales et infrastructurelles. Un domaine en particulier mériterait d'être exploité : les céréales. Il y a une interdépendance entre l'Europe et les pays méditerranéens. Je rappelle que la France exporte 75 % de son blé tendre à destination de ces pays, concernant ses ventes extracommunautaires. Le commerce du grain est un enjeu géopolitique majeur dans cette zone et l'Europe ne peut ignorer cet impératif. Un tiers environ des importations mondiales de blé est capté ces dernières années en moyenne par l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, et la demande céréalière de cette zone continuera à augmenter à l'avenir. Il ne s'agit pas juste d'opportunités commerciales. Il s'agit bel et bien d'un partenariat concret et de solidarités durables à envisager. Géopolitiquement, il serait irresponsable d'oublier cette variable alimentaire. L'Europe n'a peut-être pas vocation à nourrir le monde. Mais la Méditerranée a besoin de l'Europe pour s'approvisionner. Pas exclusivement mais en grande partie. Parce que c'est un bassin de production stable, proche et fiable sur le plan politique. Quand la Russie a décrété un embargo sur ses exportations de blé à l'été 2010, la rue égyptienne s'est agitée. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL BRU**

\* Fathallah Sijilmassi est le nouveau secrétaire général de l'UPM. Cet ancien ambassadeur du Maroc en France et ancien directeur de l'Amidi (Agence du développement et de l'investissement) a été nommé le 10 février dernier.